

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**  
**SOUS EMBARGO**

**Fin de la session parlementaire**

## **Bilan déplorable en matière de prévention de l'obésité**

---

**Montréal, le 3 juin 2016** – À l'approche de la fin de session parlementaire, la Coalition québécoise sur la problématique du poids (Coalition Poids) dénonce l'inertie du gouvernement en matière de prévention de l'obésité.

« Au cours des derniers mois, le gouvernement a démontré un manque de volonté pour réduire une problématique de santé publique criante et coûteuse: l'obésité et le surpoids, qui sont des facteurs de risques de plusieurs maladies chroniques », indique la porte-parole de la Coalition Poids, Clara Couturier. Rappelons que près de 60 % des adultes et 25 % des jeunes Québécois sont touchés par l'embonpoint et l'obésité.

La Politique gouvernementale de prévention en santé, dont les consultations publiques ont eu lieu en novembre 2015, n'a toujours pas été annoncée. « Qu'est-ce qui retarde son déploiement? Nous espérons que ce délai sera signe d'une bonification de la Politique avant son dévoilement », ajoute Mme Couturier.

La Politique nationale de l'activité physique, du loisir et du sport semble elle aussi être tombée aux oubliettes : les consultations publiques remontent à juin 2013. Trois ans plus tard, la Coalition Poids s'impatiente dans l'attente d'une politique modernisée, qui sera assurément profitable à la santé des jeunes Québécois. Notons qu'au Canada, seuls 13 % des garçons et 6 % des filles de 5 à 17 ans atteignent les recommandations d'une heure d'activité physique par jour.

Seule la Politique québécoise de la jeunesse a été dévoilée au cours de cette session parlementaire. « Dans cette politique, le gouvernement reconnaissait enfin la consommation régulière de boissons sucrées, l'augmentation de la taille des portions, la consommation d'aliments transformés et le manque d'activité physique comme des contributeurs à l'obésité. Pourtant, aucun plan d'action ne l'accompagnait. » Le gouvernement a indiqué que le plan d'action serait annoncé en automne. « Or, l'absence de mesures concrètes a un coût : chaque mois, l'obésité coûte 250 millions de dollars aux contribuables. Selon les estimations de l'Institut national de santé publique du Québec, cela atteint au moins 3 milliards par année », explique la porte-parole.

Les boissons sucrées demeurent l'une des principales sources de sucre ajouté dans l'alimentation de la population. Le 31 mai dernier, la Chaire internationale sur le risque métabolique a publié le Baromètre mondial des ventes de boissons sucrées, où le Canada figure toujours parmi les pays où la consommation est la plus élevée au monde<sup>1</sup>. Leur consommation régulière est associée à l'obésité, au diabète, aux maladies

---

<sup>1</sup> Chaire internationale sur le risque métabolique (2016). *The International Chair on Cardiometabolic Risk Global Sugar-Sweetened Beverage Sales Barometer*. En ligne au <http://www.myhealthywaist.org/editorials/full-text/comm/2221/3/index.html>

cardiovasculaires et à la carie dentaire. « Il est urgent d'explorer les politiques publiques pour en diminuer la consommation, notamment auprès des jeunes, qui sont friands de ce type de produits », ajoute la porte-parole de la Coalition Poids.

**À propos de la Coalition québécoise sur la problématique du poids**

Créée en 2006 et parrainée par l'Association pour la santé publique du Québec depuis 2008, la Coalition québécoise sur la problématique du poids vise l'adoption de politiques publiques spécifiques à l'égard des problèmes reliés au poids. Elle agit pour favoriser la mise en place d'environnements facilitant les choix santé et la prévention des problèmes de poids. Pour plus de détails [www.cqpp.qc.ca](http://www.cqpp.qc.ca).

–30–

**Pour toute demande médiatique, contactez :**

Geneviève Daoust

Agente de communication, Coalition québécoise sur la problématique du poids

Téléphone : 514 598-8058 poste 246

Cellulaire : 514 433-0663

[gdaoust@cqpp.qc.ca](mailto:gdaoust@cqpp.qc.ca)